



HAL
open science

De Brasilia à Buenos Aires, la circulation transnationale d'un programme socioculturel

Elodie Bordat-Chauvin

► **To cite this version:**

Elodie Bordat-Chauvin. De Brasilia à Buenos Aires, la circulation transnationale d'un programme socioculturel. Transferts, Exports-imports, Circulations. Quels paradigmes pour la science politique ?, Dec 2020, Lille, France. hal-03069236

HAL Id: hal-03069236

<https://hal.science/hal-03069236>

Submitted on 15 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De Brasilia à Buenos Aires, la circulation transnationale d'un programme socioculturel

Elodie Bordat-Chauvin

Maîtresse de conférences, IEE - Paris 8, CRESPPA-LabTop

elodie.bordat-chauvin@univ-paris8.fr

Cette communication vise à analyser comment un programme d'action publique brésilien a circulé, à partir du milieu des années 2000, du Brésil vers de nombreux pays d'Amérique latine, par le biais de rencontres entre des organisations socioculturelles et des acteurs institutionnels nationaux et internationaux. Le programme *Cultura Viva* (culture vive) est lancé en 2004 par Célio Turino et Gilberto Gil, alors ministre de la Culture dans le gouvernement d'Inacio « Lula » Da Silva. Adopté en 2011 en Argentine, il est également mis en œuvre au Pérou, au Costa Rica, au Salvador et en Uruguay, mais aussi au niveau municipal à Medellín (Colombie) ou Lima (Pérou). L'idée du programme part de l'opposition du parti des agent.e.s du ministère et de Célio Turino à la création de 70 majestueux centres culturels dans des quartiers populaires du pays. En partant d'un argument financier, C. Turino convainc le Président Lula, très favorable à ce projet, qu'au lieu d'apporter de la haute culture à prix fort dans ces quartiers, cet argent doit être investi dans une « action culturelle qui parte de la société, qui agisse dans ce territoire pour cette communauté »¹. Les destinataires de cette politique sont clairement identifiées : « les populations à bas revenus et toutes personnes développant « des actions dans le combat envers l'exclusion sociale et culturelle »². *Cultura viva* vise à l'*empowerment* d'organisations socioculturelles communautaires – médias de quartier, centres culturels de quartier, associations de théâtre amateur, soupes populaires, etc. – baptisées *Pontos de Cultura* [points de culture]³ en les finançant et en les mettant en réseau. À travers quels acteurs, réseaux et scènes nationales et transnationales ce programme a-t-il circulé de Brasilia à Buenos Aires en passant par plusieurs villes et pays du sous-continent ? Faut-il parler de transferts et d'importation ou au contraire d'hybridation et de réinterprétation ?

Après un bref état de l'art sur les transferts et la circulation de l'action publique, nous nous intéresserons aux multiples acteurs et aux scènes de cette circulation transnationale d'action publique (1) puis à la mise en œuvre du programme *Puntos de Cultura* en Argentine⁴ en soulignant les éléments importés et les innovations (2).

¹ Alexandre Santini, *Cultura Viva Comunitaria. Políticas culturales en Brasil y América latina*, Buenos Aires, RGC ediciones, p. 61.

² À partir de l'année suivante, le décret inclut en plus des « étudiantes du réseau basique d'apprentissage, des communautés indiennes, rurales ; des promoteurs culturels, artistes, professeurs, militants », les collectifs LGTB et la dimension de « diversité sexuelle », décret cité par Alexandre Santini, p. 61.

³ Cette expression fait référence aux organisations socioculturelles communautaires comme des points névralgiques de la démocratie. Dans son premier discours comme ministre de la Culture, Gilberto Gil affirme qu'il faut masser les points vitaux, mais momentanément méprisés et ankylosés du corps du pays » cité par Turino ; p. 92. Il ajoute plus loin que les *Pontos* sont des points névralgiques qu'il faudrait 'masser' pour revitaliser la démocratie et l'exercice de la citoyenneté culturelle ». C. Turino, *Puntos de Cultura. Cultura viva en movimiento*, RGC ediciones, Buenos Aires, 2013.

⁴ Cette communication se fonde sur le matériau recueilli lors d'une observation ethnographique réalisée à Buenos Aires entre avril et juillet 2017, des entretiens semi-directifs, des archives institutionnelles et personnelles, des documentaires et des actes de colloques.

Transferts, importations et circulation

Dans l'approche des transferts, telle celle développée par Dolowitz et March, les auteurs placent la focale sur « les processus par lesquels les connaissances attachées aux politiques, aux arrangements administratifs, aux institutions et aux idées dans un système politique (passé ou présent) sont utilisées pour le développement de politiques, d'arrangements administratifs, d'institutions ou d'idées dans un autre système politique »⁵. Ils distinguent les transferts coercitifs et volontaires. La première catégorie regroupe les mécanismes par négociation et les transferts horizontaux ou d'apprentissage. Alors que les mécanismes coercitifs sont regroupés dans la catégorie de transferts par hiérarchie (soit ils sont contraignants ou durs, soit ils sont incitatifs ou mous)⁶. Ces travaux s'insèrent principalement à l'influence des actions publiques conduites dans d'autres contextes nationaux et parlent en termes d'emprunts et d'apprentissages fondés sur la rationalité des acteurs et l'efficacité des politiques qu'ils mettent en œuvre. Peu de place est faite aux « ratés », aux tâtonnements, aux incompréhensions, et aux divergences d'interprétation, mais aussi aux emprunts inconscients. Sur ce dernier point, nous verrons que des acteurs argentins menaient déjà des actions ressemblant à celle menée leurs homologues brésiliens sans connaître l'existence de *Cultura Viva*. Plus qu'un programme dans son intégralité, ce sont des éléments cognitifs et des instruments d'action publique qui ont été importés. Par ailleurs, il est difficile de distinguer ce qui relève de la valeur contraignante ou volontaire. Ainsi, la diffusion du programme *Cultura Viva* et des *Pontos de Cultura* est encouragée par un « avant-projet de normes » adopté par le Parlement du Mercosur, dont pourtant aucun parlement national ne s'est saisi ce qui remet en cause l'hypothèse d'une importation de politiques qualifiée de « bonnes pratiques ».

Si le terme « circulation » permet selon Antoine Vauchez de dépasser la prise en compte de l'État nation comme unique cadre de référence dans les travaux comparatifs ou dans certaines monographies, il n'en reste pas moins que lorsque les *policy transfer studies* raisonnent en termes d'import/export ils prennent en compte les pays exportateurs (généralement du Nord) et les pays importateurs (les pays du Sud)⁷. Or, l'étude de cas présentée ici analyse plutôt une circulation Sud/Sud avec une forte hybridation, l'import de quelques instruments et des innovations. Antoine Vauchez nous invite également à prendre garde au concept de circulation qu'il qualifie de « faux amis ». Il invite les chercheurs.e.s à déjouer un ensemble de pièges. Le premier serait de penser que l'on pourrait suivre pas à pas toutes les étapes permettant de suivre la circulation d'une idée, d'un instrument ou d'un programme d'un point A à un point B. Le cas de *Puntos de Cultura* montre que ces éléments se forment dans la circulation sur différentes scènes nationales et transnationales, avec des acteurs publics, des expert.e.s mais aussi des

⁵ David Dolowitz, David Marsh, "Learning from Abroad: The Role of Policy Transfer in Contemporary Policy-Making", *Governance*, 13 (1), 2000, p.5.

⁶ S. Saurugger, L. Dumoulin, « Les *policy transfer studies* : analyse critique et perspectives », *Critique internationale*, 48 (juillet-septembre, 2010).

⁷ Sur ce point voir A. Allal, « Les configurations développementistes internationales au Maroc et en Tunisie : des *policy transfer* à portée limitée », *Critique internationale*, 3(48), 2010, p. 97-116. Concernant les conditions sociales de la circulation entre le nord et le sud du continent Américain, voir Y. Dezalay et B. Garth *La mondialisation des guerres de palais : la restructuration du pouvoir d'État en Amérique latine, entre notables du droit et 'Chicago boy's'*, Paris, Le Seuil, 2002.

« destinataires » constitué.e.s en mouvements sociaux. Le second piège serait de ne plus prendre du tout en compte le contexte national, mais uniquement les expert.e.s et agent.e.s transnationaux. Or, ces acteurs sociaux vont et viennent dans les instances transnationales institutionnelles (Mercosur, programmes ibéro-américains), mais aussi dans les réseaux associatifs. Toutefois, la traduction, l'hybridation et la métamorphose se font dans un contexte national et les acteurs nationaux jouent un rôle de « filtre »⁸. Dans l'un de ses articles, le fondateur d'une organisation communautaire argentine souligne bien la compétition au sein de ces organisations pour les « espaces de prises de décisions, la représentativité, les mandats et les déclarations » alors même qu'elles se veulent porteuses de nouveaux modes de fonctionnement coopératifs. Il s'agira donc d'analyser les mécanismes de la circulation et de l'hybridation du programme de *Pontos de cultura* du Brésil vers l'Argentine.

I. Les acteurs et leurs scènes de la circulation transnationale d'un programme

Afin de comprendre comment le programme brésilien a été adopté, et adapté en Argentine, nous commencerons par présenter les acteurs associatifs et institutionnels nationaux et internationaux prenant part à ces processus et les scènes – nationales et transnationales – dans lesquelles ils se rencontrent, échangent et co-produisent cette action publique.

a) Les acteurs associatifs de la culture communautaire

« Un mundo donde quepan todos los mundos »⁹

EZLN

Alors que le programme brésilien porte sur les cultures vives [*cultura viva*], le programme public et les organisations argentines parlent de « cultures communautaires ». Lorsque le mouvement est devenu transnational, les termes ont été accolés. Commençons par nous attarder sur la signification du terme « communautaire ». L'une des agentes du ministère argentin de la Culture nous a expliqué que « culture populaire » avait progressivement été déplacé par le terme de « communautaire »¹⁰. Ce concept s'est largement diffusé en Argentine à partir des projets solidaires développés pendant la crise économique et sociale de 2001-2002¹¹. Dans l'une de ses publications, le programme *Puntos de Cultura* définit ainsi le concept :

⁸ S. Saurugger et L. Dumoulin font ici référence à l'influence de l'UE sur les politiques nationales. S. Saurugger, L. Dumoulin, *Les policy transfer studies*, op. cit.

⁹ « Un monde où beaucoup de monde trouvent leur place » extrait de la 4^e déclaration de la Selva Lacandona de l'Armée de Libération Zapatiste (Mexique) en vue de redéfinir l'État-nation comme un espace dans lequel différentes cultures pourraient cohabiter. Cette citation que l'on retrouve dans les publications de mouvements altermondialistes latino-américains dans les années 2000 est reprise par les créateurs de *Puntos* dans leurs articles.

¹⁰ Le terme « culture populaire » s'oppose à « haute culture ». Cette dichotomie est qualifiée de « populiste » par l'une des inspiratrices du mouvement de *cultura viva comunitaria*, Marilena Chauí, Secrétaire Municipale à la Culture de São Paulo, cité par Alexandre Santini, *Cultura viva comunitaria*, op. cit. p. 37.

¹¹ Certains auteurs trouvent son origine dans les mutuelles de santé créées par les anarchistes au début du XX^e siècle alors qu'il n'y avait pas de système de santé publique nationale, mais aussi dans les « bibliothèques populaires » fondées par les socialistes comme véhicule à la fois de rapprochement de la langue, mais aussi comme une forme de diffusion de valeurs et d'idées, ou encore les soupes populaires [*ollas populares*]. On citera également les clubs sociaux et sportifs qui se sont créés en même temps que les premières « vagues »

« C'est une culture qui vit et se renouvelle en permanence dans les communautés, avec la contribution des gens, avec l'idée que chacun fait culture, et contribue ainsi à la construction de son territoire. Il s'agit d'une « culture quotidienne », d'une manière de voir et de faire en sorte que le monde soit enraciné dans chaque communauté, dans chaque quartier, dans chaque territoire »¹².

Ce concept est lié à un ensemble de concepts et référentiels que les acteurs que nous allons analyser ici partagent que l'on retrouve notamment dans les mouvements altermondialistes écologistes et des mouvements politiques et sociaux de gauche en Amérique latine. Par exemple le concept quechua et aymara de *buen vivir* (le bien vivre)¹³, l'économie sociale et solidaire, le bien commun, l'espace public, la démocratie participative et l'*empowerment*. Enfin, il est lié à des points plus traditionnels des politiques culturelles : diversité culturelle, inclusion et cohésion sociale. Le nuage de mots suivant reprend ce champ lexical.



Acteurs, réseaux et espaces associatifs argentins

Il y aurait 20 000 « expériences » de culture communautaire en Argentine, d'après Eduardo Balán, l'un de ses représentants les plus mobilisés. Nous analyserons uniquement ici les organisations faisant partie des réseaux nationaux et transnationaux ayant eu un rôle majeur dans les processus ayant permis la création du programme *Puntos* en Argentine. Quelles sont leurs missions et implantations territoriales ? Quelles sont les trajectoires sociales de leurs « référents » ? Dans quels réseaux et forums se mobilisent-ils pour la création du programme *Puntos de Cultura* ?

d'immigrations qui apportaient leurs modes d'organisations, de participations et de luttes, J. Bráncoli, « Participación comunitaria y políticas comunitarias en América Latina. Saldos de la última década », 3^e Encuentro de *Puntos de Cultura*.

¹² Secretaría de Cultura de la nación, « Puntos de Cultura. Sistema de evaluación. Acciones- organizaciones-cultura »

¹³ Il s'agit d'une « occasion de construire une autre société basée sur la coexistence des êtres humains avec la nature, dans la diversité et l'harmonie, à partir de la reconnaissance des différentes valeurs culturelles présentes dans chaque pays et dans le monde » « La reconstruction discursive contemporaine de ces notions comme *buen vivir*, en revanche, peut être comparée de manière isomorphique et dialogique avec d'autres discours normatifs contemporains, tels que celui du développement durable » Vanhulst Julien, Beling Adrian E, « *Buen vivir* et développement durable : rupture ou continuité ? », *Écologie & politique*, 2013/1 (N° 46), p. 41-54

Ces organisations souhaitent être considérées comme des actrices à part entière de l'action publique, car, selon E. Balán, le « peuple est réduit au rôle 'd'électeur' d'abord puis de 'destinataires' ensuite »¹⁴. Dans ces organisations, on retrouve des troupes de théâtre amateur de quartiers, des radios et journaux communautaires, des collectifs de peintures murales, des chorales, des festivals d'art de rue, des fêtes de quartiers ou encore des carnivals. Voici les quatre des principales organisations argentines qui s'insèrent dans des réseaux nationaux et transnationaux et se mobilisent pour la prise en compte pour les pouvoirs publics et le financement des cultures communautaires en Amérique latine.

❖ *Circuito Cultural Barracas*

Créé comme « association civile » en 2001, le *Circuito Cultural Barracas* (Circuit Culturel Barracas) fonctionne en autogestion dans le quartier populaire de Barracas à Buenos Aires depuis 1996. Dans ce quartier se trouve l'une des plus grandes *villas miserias* (la Villa 21-24) de la capitale. Les *villas* ne peuvent être qualifiées de bidonvilles puisque des parties sont urbanisées. Toutefois, une grande partie de ces quartiers n'a pas accès à l'eau potable ou à l'électricité, et n'est pas desservie par les transports en commun. Selon son président fondateur Ricardo Talento (« dramaturge, metteur en scène et enseignant »¹⁵), le nom de « circuit » fait référence au fait que le projet doit « 'circuler ou 'traverser' les différentes réalités socio-économiques et culturelles du quartier ». Celui-ci regroupe majoritairement des familles qualifiées de « basse classe moyenne » et « pauvre ». L'organisation développe « un projet d'art communautaire participatif et inclusif [...] à partir des pratiques artistiques des voisins (plus de 250) »¹⁶. Concrètement, elle propose des ateliers de théâtre, chant, musique, *murga*¹⁷, mais aussi de la « dramaturgie collective » ou de la « production scénique ». Les activités sont en priorité destinées aux personnes « en situation d'exclusion ou de marginalité » ou cherchant à développer des « compétences leur permettant d'améliorer leur employabilité ou de créer leurs propres projets de travail »¹⁸. Avec l'association *Catalinas Sur*, les associations ont monté depuis 2003 le projet « Théâtre de la communauté pour la Communauté » dans lequel ils organisent des formations pour d'autres troupes. Ce qui a donné naissance au « Réseau national des Groupes de Théâtre communautaire » fédérant une trentaine d'associations.

❖ *Catalinas Sur*

Depuis les années 1980, la troupe de théâtre amateur de *Catalinas Sur* répète et se produit dans le quartier paupérisé de la Boca. Quartier célèbre pour les amateurs de ballon rond grâce à son stade (*la bombonera*) et pour les touristes en recherche de tango pour sa ruelle colorée baptisée

¹⁴ E. Balán, « Cultura viva comunitaria », *op. cit.* p. 94

¹⁵ Site Circuito Cultural Barracas, <https://ccbarracas.com.ar/curriculum-institucional/> [consulté le 01-12-2019].

¹⁶ *Ibid*

¹⁷ Expression culturelle argentine, uruguayenne et espagnole liée au carnaval, qui fusionne le théâtre, la musique et la danse. Le mot *murga* a été introduit en Argentine par une troupe de Zarzuela espagnole. Actuellement les *murga* sont souvent utilisés dans les manifestations protestataires, comme nous avons pu l'observer lors d'une manifestation organisée sous les fenêtres du ministre de la Culture le 13 juillet 2017, vidéo disponible sur <https://twitter.com/Elodiebor/status/885996225790693376?s=20>

¹⁸ Site Circuito Cultural Barracas, *op. cit.*

el *caminito*. Cet ancien village rattrapé par la ville borde le *Río de la Plata* et accueilli dès le XIX^e des centaines d'immigrés italiens. Le projet culturel de la troupe vise notamment à sauvegarder et mettre en valeur cette mémoire au travers d'histoires individuelles et collectives et par le biais du théâtre, de la musique, du cirque et des marionnettes¹⁹.

Nous avons assisté à une représentation du spectacle phare de la troupe joué dans son *galpón* (hangar)²⁰ depuis plus de 35 ans : *Fulgor Argentino Club Social y Deportivo*²¹ revisité depuis 1998, l'histoire nationale des années 1930 jusqu'à nos jours. La cinquantaine de comédien.ne.s (enfants, adolescent.e.s, et adultes) habitent le quartier populaire de la Boca à Buenos Aires. Avant les représentations, ce sont également des « voisins » qui vendent des plats typiques (*locro*, *choripan*) que l'on déguste debout, dehors, en discutant avec les membres de l'association. Cette pièce a reçu de nombreux prix nationaux et internationaux et n'a rien à envier aux pièces jouées sur



l'avenue *Corrientes* (la Broadway argentine). Son référent, l'Uruguayen Adhémar Bianchi,²² est l'un des plus investis dans les collectifs nationaux et transnationaux pour la promotion de la culture communautaire, tout en défendant une posture prudente vis-à-vis des relations avec les structures partisans. Ce qui n'est pas le cas de la référente de l'association suivant.

❖ ***Crear vale la Pena*** Photo prise par l'auteure, 20-05-2017, La Boca.

Crear vale la Pena (Créer vaut la peine) est une ONG fondé en 1997 par Inés Sanguinetti, chorégraphe et danseuse²³ issue d'un milieu relativement aisé et son mari Juan Pena, économiste et banquier, pionnier du microcrédit. Celui-ci lui avait demandé de créer un

¹⁹ Site de l'association Catalinas Sur, <https://www.catalinasur.com.ar>

²⁰ Observation ethnographique réalisée le 20 mai 2017.

²¹ On peut voir ici un extrait de cette excellente comédie musicale <https://www.youtube.com/watch?v=qJZ39Ac8VWw> [consulté le 07-12-2019].

²² Né en 1945, il a commencé une carrière dans le théâtre avant d'émigrer en 1973 à Buenos Aires où il est devenu vendeur, puis gérant et enfin propriétaire d'une librairie avant de revenir vers le théâtre dans le quartier de La Boca dans les années 1980 et de diriger jusqu'à aujourd'hui la troupe de théâtre amateur de Catalinas Sur, https://www.catalinasur.com.ar/index.php?option=com_content&view=article&id=3&Itemid=6&lang=es [consulté le 01-12-2019]

²³ Elle est sur l'affiche du film « Tangos, l'exil de Gardel »(Fernando E. Solanas, avec Philippe Léotard et Marie Laforêt), prix spécial du Jury à Venise en 1985.

spectacle de danse dans la *villa La Cava*, dans le quartier paupérisé de San Isidro, dans la Province de Buenos Aires. Le spectacle avait eu tellement de succès qu'une province invitait la troupe à venir en tournée. Face au refus des jeunes de sortir de leur quartier, et forte de son cursus en sociologie qu'elle met très en avant, Inès Sanguinetti décide de créer un projet de plus grande envergure. Elle développe alors un programme « d'intégration sociale pour les jeunes combinant l'éducation artistique, la production artistique et l'organisation sociale comme moyen de promotion sociale et individuelle et de développement »²⁴. L'ONG dispose d'un centre culturel communautaire dans lequel se rendent 300 jeunes provenant *La Cava*, pour suivre des cours de danse ou de gestion, finir leurs études primaires ou secondaires, et voir des spectacles. « 'Non aux bénéficiaires ; oui aux participants' : la gestion administrative, sociale, de même que celle – artistique et technique – des spectacles, est confiée aux jeunes eux-mêmes formés sur place à ces rôles »²⁵.

Les liens entre cette organisation et le programme argentin *Puntos de Cultura* furent étroits, puisqu'Inès Sanguinetti fut très brièvement la première directrice de la Diversité culturelle et de la Citoyenneté du gouvernement de Mauricio Macri. Restée un mois à ce poste, car elle ne souhaitait pas, d'après les rumeurs du ministère de la Culture, être associée aux vagues de licenciements qui survinrent au ministère peu après son entrée en fonction. Depuis 2016, elle dirige la ligne « Art et transformation sociale » du Fonds National de la Culture (FNA), sorte de banque offrant bourse et prêts pour les projets culturels. Parmi les différents acteurs argentins du mouvement, c'est celle qui a les liens les plus forts avec les institutions nationales, tout comme le référent de *Culebrón Timbal* avec qui elle ne partage toutefois pas les engagements politiques.

❖ *Culebrón Timbal*

Cette maison de production culturelle communautaire anime et produit une chaîne (*La Olla TV*, *La Posta TV*), une radio (*FM La Posta*),²⁶ et un journal. L'association dirige également une « école populaire d'art et de communication » pour les jeunes qui regroupe deux cents enfants et adolescents de 4 ans à 21 ans²⁷. Elle est située dans la province de Buenos Aires, à une trentaine de kilomètres à l'ouest de la capitale, dans le quartier très paupérisé de « *Cuartel V* »²⁸. L'organisation propose également un cycle de cinéma, théâtre et *murga* en hiver. Son référent et fondateur est Eduardo Balán qui se présente dans ses publications comme « musicien,

²⁴ Informations recueillies en entretien le 17-07-2017, à Buenos Aires, et sur la page TDx Río de la Plata <https://www.tedxriodelaplata.org/orador/in%C3%A9s-sanguinetti>

²⁵ Sa fondation a reçu de nombreux prix internationaux, dont des Français. Une revue française propose d'ailleurs une belle présentation de l'ONG dont est extraite cette citation, « Grand Prix Humanitaire Madame Figaro-Oenobiol Inés Sanguinetti Argentine, l'art Académie », 28-10-2006 [consulté le 07-12-2019] <http://madame.lefigaro.fr/societe/grand-prix-humanitaire-madame-figaro-oenobiol-ines-sanguinetti-argentine-lart-academie-28100>

²⁶ L'un de ses programmes s'appelle « Barrio Galaxia » et il propose « des informations concernant le quartier, la communauté, un peu d'humour et de la musique », vidéo « Barrio Galaxia - Culebrón Timbal ARG », disponible sur la chaîne YouTube [tomatecolectivo](https://www.youtube.com/channel/UC...).

²⁷ Une recherche avec le nom de ce quartier dans la base d'images de Google montre beaucoup d'images de rues inondées, de terrains vagues, mentionne des problèmes de santé dus à la décharge qui s'y trouve, ou encore des marches de silence suite à des règlements de compte. <https://tinyurl.com/tfg7gs7> [consulté le 08-12-2019].

²⁸ « Para pibes », expression que l'on peut traduire par gamins ou gosses. Ces enfants sont emmenés en colonie de vacances chaque été.

dessinateur, scénariste, enseignant et journaliste », il est membre du parti *Unión Popular*²⁹, dont il est le secrétaire à la Culture.

Ces organisations se regroupent dans des réseaux disciplinaires (réseau de théâtre communautaire, de *murga*³⁰, de radio³¹), ou thématiques (le rôle de la culture dans l'inclusion sociale par exemple).

Les réseaux nationaux de culture communautaire

Les trois réseaux analysés ci-après participent à des scènes et réseaux transnationaux que nous analyserons par la suite. Bien que leurs « référents » aient des affiliations partisans différentes (*Unión popular* à gauche, *Unión Cívica Radical* au centre droit), ils et elle ont créés des réseaux dans le but précis « d'influencer les pouvoirs politiques dans un sens favorable à [leurs] intérêts »³².

❖ *Pueblo Hace Cultura*

« Nous nous reconnaissons comme des organisations fondamentalement politiques, essentiellement politiques, poético-politiques ».

Inès Sanguinetti³³

Avec le slogan, « le marché fait des produits, le peuple fait de la culture », le collectif *Pueblo hace cultura* est créé en 2011 afin de faire adopter une loi qui garantisse que 0,1% du budget alloué à la culture en Argentine finance les projets de culture communautaire. Le collectif se compose des trois associations citées précédemment et de nombreux collectifs et réseaux culturels communautaires dans tout le pays, mais aussi d'organisations universitaires (*Centro de Cultura y Arte de la Universidad Nacional Tres de Febrero*) et de représentants de trois organisations partisans de gauche. Ce mouvement national accompagne la campagne transnationale du réseau « *Plateforme Pont Cultura Viva Comunitaria* » dont nous parlerons plus en avant. Le collectif organise des congrès, des ateliers et des rencontres³⁴ afin de rédiger un projet de loi pour les cultures communautaires. Un premier « projet de loi pour la culture communautaire » a été présenté au Congrès.

²⁹ Parti créé en 1955 par un ex-ministre de J. D. Perón, alors que le parti péroniste était proscrit en Argentine. Des péronistes s'étant opposés à Néstor puis Cristina Kirchner se sont présentés aux présidentielles sous les couleurs de ce parti comme l'ex-président Eduardo Duhalde en 2011 ou Sergio Massa en 2015.

³⁰ *Red de Murgas*

³¹ *Foro Argentino de radios comunitarias (FARCO)* dont est membre la radio de Culebróm Timbal. Citons également le *Movimiento Nacional Campesino Indígena* ou encore la *Red nacional de productoras Audiovisuales Comunitarias* (Red FOCOS).

³² Nous paraphrasons ici la définition d'E. Neveu, selon laquelle un mouvement social est « un *agir-ensemble intentionnel*, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir-ensemble se développe dans une logique de *revendication*, de défense d'un intérêt matériel ou d'une 'cause' », *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Paris, 1996, p. 10.

³³ Phrase prononcée dans le documentaire *Pueblo hace Cultura. Un punto en el camino*.

³⁴ Une Rencontre nationale de *Pueblo Hace Cultura* est organisée le 20-08-2011, un forum régional avait eu lieu le 6 août 2011 à La Plata.

En 2011, un premier projet de loi est présenté à la chambre des Députés, soutenu par la coalition de centre droit *Coalición Cívica* parti auquel Inés Sanguinetti était liée. Présenté sans concertation avec les autres organisations, le projet fut retiré³⁵. En 2013, les querelles partisans entraînent le départ du collectif des organisations proches du Front pour la Victoire (parti de la Présidente Cristina Fernández de Kichner). En 2014, à l’occasion du 1^{er} Congrès national de *Cultura Vive* Communautaire d’Unquillo (Córdoba), un second projet de « loi de soutien à la Culture communautaire, autogérée et indépendante » est déposé par les députés du parti de gauche *Unidad Popular* (Unité Populaire), dont Eduardo Balán est proche. Sans soutien politique pour sa présentation à l’Assemblée, le projet a été écarté en 2014. Suite à cela, le réseau s’est progressivement dissout. Les causes de sa disparition transparaissent dans les interviews de ses principaux représentants lorsqu’ils soulignent que si leurs contacts avec les différents partis politiques sont « des opportunités » et des « forces », la compétition électorale de ceux-ci ne pouvait être sans conséquence³⁶.

❖ *Movimiento de Cultura Viva comunitaria en Argentine*

Le Mouvement de *Cultura Viva Comunitaria* (CVC) a en quelque sorte succédé à *Pueblo Hace Cultura*. Toutefois, aucune instance de représentation n’apparaît, d’où l’appellation volontairement floue de « mouvement ». Une rencontre des organisations de cultures communautaires a eu lieu grâce à un financement du programme ibéro-américain *IberCultura Viva* et un soutien de justesse du programme de *Puntos* suite à la coupe budgétaire de 78% des fonds peu de temps avant³⁷. Cette « Rencontre nationale des Réseaux de Cultures communautaires » a été organisée en 2017 à Rivadavia (dans la localité d’América, province de Buenos Aires). Comme dans le cas du mouvement transnational du même nom, les référent.e.s sont difficiles à identifier même si les organisations mentionnées plus haut en font partie. Les référentes interviewées éludaient nos questions sur ce point en soulignant que c’est le mouvement qui est important³⁸. D’après Emiliano Fuentes Firmani, il repose principalement sur les réseaux bien consolidés comme le réseau national de théâtre communautaire [*Red nacional de teatro comunitario*], animé par les deux organisations les plus fortes *Catalinas Sur* et *Circuito Cultural Barracas*. Selon des membres de l’équipe de *Puntos*, le réseau du théâtre communautaire bénéficie de plusieurs sources de financements publics (notamment de l’Institut National du Théâtre (INT) et de Pro-Teatro³⁹) ce qui lui a permis de consolider ses actions. D’après Diego Benhamid, le mouvement de CVC « germe à partir de deux grands réseaux : le

³⁵ Récit d’Emiliano Fuentes Firmani dans son article « *IberCultura Viva* » et complément d’information par courriel en décembre 2019.

³⁶ À la fin du documentaire les réalisatrices mentionnent que le représentant du parti justicialiste et celui des kirchneristes de « Nuevo encuentro » avait quitté le collectif.

³⁷ Le budget était de 26 millions en 2016, il est passé à 3,6 millions en 2017, M. E. De la Iglesia, « Un canal de diálogo », *op. cit.*

³⁸ Entretien avec Inés Sanguinetti déjà cité et avec María Emilia de la Iglesia, directrice de la coopérative “La Comunitaria”, dans la province de Buenos Aires, 07-07-2017, Buenos Aires.

³⁹ Programme de financement du ministère de la Culture de Buenos Aires appelé « Institut pour la Protection et le Soutien de l’Activité Théâtral non officielle de la ville de Buenos Aires- ProTeatro ».

réseau national des théâtres communautaire et celles d'*Arte y transformación social*⁴⁰, mais aussi avec le réseau des radios (FARCO), des organisations de musique et de *murga* et des organisations partisans. Ajoutons à celle-ci *Culebrón Timbal* dont le référent, Eduardo Balán, est l'un des principaux acteurs du mouvement latino-américain de culture communautaire.

Les réseaux associatifs transnationaux et leurs forums

Le point de départ de tout le mouvement latino-américain de *cultura viva comunitaria* se situe lors du Forum Social Mondial de Belém (Brésil) en 2009. Suite à cette première rencontre entre différentes organisations boliviennes, argentines et brésiliennes et les membres du programme *Cultura Viva*, ces acteurs se retrouvent dans le Congrès ibéro-américain de Culture réunissant les autorités institutionnelles et associatives à Sao Paulo. Une réunion visant à créer un réseau d'organisations de culture communautaire est fixée à Medellín (Colombie) l'année suivante. Dans une interview, Inés Sanguinetti raconte que cette réunion fut l'occasion de demander au Brésil que s'il devait être le chef de file de ce projet avec *Cultura Viva* il devait cesser de se considérer comme un continent,⁴¹ mais comme un membre du continent latino-américain. Ce réseau se réunit lors des grands rendez-vous socioculturels latino-américains, comme les Congrès ibéro-américains de Culture, avant de créer son propre forum.

❖ *Le réseau Plataforma Puente Cultura Viva Comunitaria*

Le point de départ de ce réseau, et de cette mobilisation transnationale, serait une réunion financée par la Fondation de responsabilité sociale des entreprises Suisse Avina (qui soutient déjà l'action de *Crear vale la Pena*) dans le cadre de son programme « Pont international » de formation de leaders. Cette réunion aurait permis à des référents d'organisations du Brésil, de l'Argentine, de Bolivie et d'Uruguay de se réunir puis de créer une mobilisation transnationale⁴².

Le réseau « *Plataforma Puente Cultura Viva Comunitaria* » regroupe depuis sa création lors de la Rencontre de Medellín (Colombie) en 2010 cinq cents organisations latino-américaines⁴³ provenant de dix-neuf pays⁴⁴. Parmi celles-ci, citons : *Políticas de arte y cultura*, *Arte y transformación social*, *Arte puente para la salud*, *Arte y Educación*, *Comunicación para el desarrollo*, *Teatro en Comunidad*, *Encuentro de Cultura y Desarrollo*, *Gestores sociales para el desarrollo*, *Ciudades imaginadas de toda Latinoamérica*. Le réseau latino-américain « d'Art et Transformation sociale » est notamment porté par Inès Sanguinetti et son ONG « *Crear vale*

⁴⁰ Réseau regroupant *Crear vale la pena* organise des tournées, des ateliers-résidences où s'échangent les savoir-faire.

⁴¹ Inés Sanguinetti, interview dans le cadre du documentaire « *Pueblo hace cultura. Un punto en el camino* » - réalisé par Luciana Ruiz et Romina Santoni dans le cadre d'un mémoire de communication, Universidad de Buenos Aires, mis en ligne le 19-05-2013, <https://www.youtube.com/watch?v=WWcfuLcquSI>

⁴² Information obtenue lors d'une conversation informelle avec des membres de l'équipe de *Puntos*, également citée par Emiliano Fuentes Firmani dans son article « *IberCultura Viva* ».

⁴³ « *Plataforma puente, cultura viva comunitaria: un relato* », publié le 28-11-2011, [consulté le 07-12-2019] <http://plataformapuenete.redelivre.org.br/2011/09/28/plataforma-puente-cultura-viva-comunitaria-un-relato/>

⁴⁴ Colombie, Guatemala, Costa Rica, Brésil, Pérou, Bolivie, Chili, Argentine, Uruguay, Paraguay, Salvador, Honduras, Équateur, Mexique, Panamá, Venezuela, Cuba et Nicaragua.

la Pena ». Lors de la Rencontre de Medellín, il n'est plus uniquement question d'autogestion et d'autonomie, les organisations affirment vouloir participer à la construction et à la gestion de l'action culturelle publique, avec les acteurs publics, pour créer dans tout le continent des programmes comme *Cultura viva*. Le réseau se réunit de nouveau à l'occasion du IV « Congrès Ibéro-américain de Culture » de 2011 à Mar del Plata (Argentine) qui avait pour thème central « Culture politique, politique et participation populaire ». En 2012, la rencontre prit une forme itinérante appelée « La caravane pour la vie », organisée par le groupe de théâtre communautaire bolivien Trono-COMA dirigé par Ivan Nogales, l'un des référents du réseau avec les Argentins Eduardo Balán et Inés Sanguinetti. La procession alla jusqu'au « Sommet des Peuples » organisé à Rio de Janeiro (Brésil) en marge de la Conférence des Nations unies sur le Développement durable (surnommé Rio + 20). Ce réseau se serait ensuite « dilué » dans une nouvelle instance : le Conseil de *Cultura Viva Comunitaria*.

❖ ***Les Congrès latino-américains de Cultura Viva Comunitaria et la difficile consolidation d'une instance de coordination***

Suite à ces rencontres, les organisations de « *Plataforma Puente CVC* » créèrent leur propre espace de rencontre. Le premier Congrès Latino-américain de *Cultura Viva Comunitaria* eu lieu à La Paz (Bolivie) du 17 au 23 mai 2013 sur le thème « Décolonisation et *Buen vivir* ». Il fut organisé par des organisations membres du réseau provenant de Bolivie, d'Argentine, du Brésil, de Colombie, mais aussi du Costa Rica et du Guatemala. Le ministre bolivien de la Culture, Pablo Groux Canedo, participa activement au Congrès avec un document soutenant le projet et en mettant à disposition des participants des logements et des espaces pour les réunions (cinémathèque, auditorium de la banque centrale). Des financements publics et privés furent apportés (notamment par la Fondation néerlandaise Hivos), mais aussi des organisations internationales comme le Secrétariat général Ibéro-américain (SEGIG), ou l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID). Des « caravanes » d'organisations communautaires d'Amérique centrale, du Pérou, du Brésil d'Argentine⁴⁵ et de Colombie se réunirent en Bolivie. D'après Alexandre Santini, membre d'une organisation brésilienne⁴⁶ et E. Balán⁴⁷ plus 1 200 membres d'organisations communautaires de tout le continent se retrouvèrent dans ce Congrès.

À cette occasion, les organisations se mirent d'accord pour créer une nouvelle instance de dialogue : le « Conseil latino-américain pour la CVC » afin de « donner de la continuité aux résolutions prises, à rendre visible les réseaux et la communication »⁴⁸. Il était coordonné par le Bolivien Ivan Nogales et organisé en groupes de travail thématiques. Selon E. Fuentes

⁴⁵ Emiliano Fuentes Firmani raconte que bien que le secrétariat argentin de la Culture avait donné son accord pour que des organisations bénéficiaires de *Puntos de Cultura* partent dans un bus affrété par le programme, celui-ci ne fut pas autorisé à partir par les ministères des Affaires étrangères argentins. Quatre bus affrétés par *Pueblo Hace Cultura* partirent accompagnés de vans du *Culebrón Timbal* et de Fondation *Che Pibe*

⁴⁶ A. Santini, *Cultura viva*, *op.cit.*

⁴⁷ E. Balán, « Camino de los futuros. Aportes al Consejo Latinoamericano de Cultura Viva Comunitarias », dans J. Melguizo (dir.) *Cultura Viva Comunitaria: Convivencia para el bien común*, 2015, disponible sur le site d'*IberCultura Viva*, <http://iberculturaviva.org/es-camino-de-los-futuros-aportes-al-consejo-latinoamericano-de-cultura-viva-comunitaria/?lang=es>

⁴⁸ E. Balán, « Camino de los futuros », *op. cit.*, p. 26

Firmani, E. Balan était en faveur de la consolidation d'une organisation structurée sur un modèle syndical, ce qui n'était pas le cas d'autres organisations. Après un an de travail, l'organisation ne s'est pas consolidée comme instance de « direction organique du mouvement »⁴⁹. La première réunion de travail du Conseil a eu lieu en Argentine en 2013. Il fut décidé que les réseaux membres devaient organiser des rencontres nationales. Seul le réseau argentin *Pueblo Hace Cultura* y parvint en 2014 (à Unquillo province de Cordoba)⁵⁰. Ce qui montre la force de ce réseau en comparaison de celui des autres pays membres qui ne sont pas parvenus à le faire avant 2019⁵¹. Le Conseil s'est réuni en marge du VI Congrès Ibéro-Américain de Culture organisé avec le thème « La Culture Vive Communautaire » en 2014 au Costa Rica. Plusieurs membres du mouvement de CVC ont été nommés dans les ministères de la Culture de leur pays (comme Alexandre Santini au Brésil, Fresia Camacho au Costa Rica) ce qui leur a permis de donner davantage de visibilité à leurs revendications.

Le 2e Congrès Latino-américain de *Cultura Viva Comunitaria*, fut célébré en 2015 à San Salvador, avec le thème « Coexistence pour le bien commun » avec plus de 500 participant.e.s. Le programme *IberCultura Viva* a offert des bourses de mobilités pour les organisations socioculturelles et le Congrès a reçu des financements du secrétariat à la Culture du Salvador. Le Conseil s'est réuni à cette occasion, mais n'a pas publié d'actes. Une 3e réunion a eu lieu à San Pablo, sans communication des décisions non plus. Si le Conseil n'est pas parvenu à se consolider comme instance de dialogue et portevoix, le mouvement de CVC a gagné en visibilité avec la publication d'une sorte d'Acte du Congrès, coordonné par ex-secrétaire de Culture Citoyenne de Medellín (Colombie), par Jorge Melguizo⁵², avec des textes de référent.e.s des organisations de 17 pays.

En 2016, trois représentantes (une par sous-régions latino-américaines) du Conseil de CVC furent invitées à se réunir avec les instances de décisions du programme *IberCultura Viva*. Il fut décidé de créer une rencontre des réseaux ayant bénéficié de financement du programme (la première rencontre a eu lieu en Argentine en 2016 en marge de la 3e Rencontre nationale des *Puntos* d'Argentine) et celle d'ouvrir une ligne de financement pour permettre des réunions nationales afin de préparer le 3e Congrès latino-américain de CVC.

Sans coordination réelle du Conseil latino-américain de CVC⁵³, le Congrès eu lieu en 2017 à Quito (Équateur) notamment grâce aux financements transnationaux d'*IberCultura Viva*⁵⁴ et au soutien du gouvernement équatorien. Le Conseil continue à apparaître formellement dans les documents, mais n'a pas réellement d'action. L'échec de cette instance représentative

⁴⁹ E. Fuentes Firmani, « IberculturaViva », *op. cit.*, p. 219

⁵⁰ E. Balan « Cultura Viva Comunitaria : un camino y sus enigmas », *op. Cit.* p. 91-95.

⁵¹ Le Pérou, l'Équateur, et les pays d'Amérique centrale ont réussi à organiser des rencontres au niveau national, grâce à des financements du programme transnational *IberCultura Viva*.

⁵² *Culturas Vivas Comunitarias. Coexistencia para el bien común.*

⁵³ E. Fuentes Firmani raconte que le programme *IberCultura Viva* avait financé des rencontres nationales pour préparer le Congrès et le voyage à Quito de plusieurs représentants, mais que suite à « des différences internes au mouvement et au manque d'une structure solide de conduite » ces interventions ne purent être faites, E. Fuentes Firmani, « Ibercultura Viva », p. 229.

⁵⁴ 50% de ses ressources annuelles ont été allouées à cet événement E. Fuentes Firmani, « Ibercultura Viva », p. 228.

s'explique selon E. Fuentes Firmani à « une résistance au leadership d'E. Balán »⁵⁵ et à l'absence d'autre représentant fort provenant des autres pays membres du « Mouvement ». Le Conseil de CVC n'a pas formellement disparu, mais il fut décidé à Quito que les Congrès latino-américains de CVC étaient les « instances suprêmes d'organisation du mouvement » et que pour des fins d'organisation, la direction temporaire du mouvement serait donnée au pays recevant le prochain Congrès. Ce fut l'Argentine. Le 4^e Congrès a eu lieu le 16 mai 2019 couplé au « 1^{er} festival latino-américain de *Cultura Viva Comunitaria* » organisé dans le stade de Chacarrita Juniors, à Villa Maipu, dans la province de Buenos Aires.

Bien que ces acteurs peinent à structurer une instance représentative au niveau latino-américain ils sont parvenus à porter leurs revendications sur plusieurs agendas nationaux, grâce aux nominations d'acteurs issus du mouvement à des postes importants dans les politiques culturelles à destination des cultures communautaires. Ils ont également réussi à se faire une place au sein de plusieurs scènes transnationales réunissant des acteurs publics et des experts. Les idées et instruments du programme brésilien *Cultura Viva* ont ainsi circulé dans plusieurs espaces transnationaux jusqu'en Argentine.

b) Les acteurs institutionnels et leurs espaces de rencontres

Les acteurs institutionnels ayant participé à la circulation du programme *Cultura Viva* en Amérique latine sont tout d'abord les agents des programmes de cultures communautaires au sein des ministères nationaux de la culture, mais aussi des organisations internationales comme le secrétariat général ibéro-américain (SEGIB) qui a créé un programme *Iber* spécifiquement dédié aux cultures communautaires, et dans une moindre mesure le Parlement du Mercosur, qui a publié un « avant-projet de norme » recommandant *Cultura viva* comme une « bonne pratique » à suivre. Ces acteurs se retrouvent dans des espaces qui leur sont propres et au sein desquels ils ont progressivement invité les organisations du mouvement des cultures vives communautaires. Ces dialogues ont-ils permis la « co-construction » et « co-gestion » de l'action culturelle publique demandée par ces associations ?

Les acteurs des ministères de la Culture

Les ministres de la Culture des pays du Mercosur se rencontrent pour fixer ensemble les axes de leurs coopérations culturelles lors des « Réunions de ministres de la Culture ». Ils se sont réunis pour la 41^e fois en 2019 en Argentine. Au sein des ministères de la Culture du Brésil (au niveau national et municipal), mais aussi en Argentine, on trouve des acteurs multipositionnés ayant notamment une formation, ou une affiliation, avec le monde de la recherche.

Diego Benhamid né en 1977 d'un père médecin et d'une mère femme au foyer, il est titulaire d'un diplôme d'administration publique sanctionnant 5 ans d'étude⁵⁶, puis d'un Master en sociologie de la UBA. Au moment de l'enquête, il suivait, en parallèle de son travail, une

⁵⁵ Échange par courriels, décembre 2019.

⁵⁶ La *licenciatura* se fait en 4 ou 5 ans selon les Universités en Argentine.

formation technique dans le monde des arts et de la culture dispensée par l'école des *Abuelas de la Plaza de Mayo*. Il a écrit plusieurs communications. Il était chargé des programmes avec les organisations sociales lorsqu'il travaillait entre 2005 et 2010 dans l'Unité des projets et programmes spéciaux du secrétariat à la Culture. Nous pouvons également citer ici Inès Sanguinetti, 63 ans, qui a très brièvement dirigé la direction de la Diversité culturelle et la Citoyenneté en 2015, qui dirige depuis 2016 un programme au Fonds National des Arts et continue à diriger *Crear vale la Pena*, animer le réseau *Arte para la Transformación social* et le mouvement de CVC.

Célio Turino, né en 1961 au Brésil, est historien et écrivain. Membre du parti communiste brésilien, il a créé le programme *Cultura Viva* lorsqu'il était secrétaire de Programmes et Projets culturels, puis secrétaire à la Citoyenneté culturelle (2004-10) sous l'autorité de Gilberto Gil, ministre de la Culture dans le gouvernement de Inacio « Lula » Da Silva. Dans les années 1980, il était responsable de la Division des Musées au ministère de la Culture de Campinas. C'est à ce moment-là qu'il a entendu parler pour la première fois d'un « point de culture », bâtiment d'une ancienne hacienda de café rénovée pour héberger une sous-préfecture, une poste et un espace culturel⁵⁷. En 1990, il est nommé secrétaire municipal à la Culture de Campinas (1990-92) où il crée le programme « Maison de la Culture » soutenant les initiatives culturelles existantes. Il est ensuite nommé directeur du Département des programmes de Loisirs au Secrétariat des Sports de Sao Paulo. Il a rédigé plusieurs livres sur le programme *Cultura Viva* et il intervient dans de nombreux colloques et réunions ibéro-américains dans lesquels il commente son expérience.

Alexandre Santini est l'un des principaux militants du mouvement de CVC au Brésil. Directeur de la Citoyenneté culturelle et de la diversité culturelle au ministère de la Culture au Brésil (2015-2016). Il a écrit un livre, tiré d'un mémoire de Master en « Culture et Territorialités » à l'Université Fédérale de Fluminense, sur son expérience⁵⁸. Il est actuellement directeur du Théâtre populaire Oscar Niemeyer à Niterói (Brésil). Il est dramaturge et metteur en scène de théâtre, et depuis 2004, il travaille dans le réseau des *Pontos de Cultura* au Brésil. Il a été l'un des créateurs du Forum et de la 1ere Commission nationale des *Pontos* et a participé au processus d'approbation et de réglementation de la Loi sur la Culture Vivante au Brésil en 2015. Une fois le programme de *Puntos* créé, l'Argentine et le Brésil signèrent un mémorandum en novembre 2011 afin de fixer les termes de la coopération entre les deux pays. En 2012, il y a eu des programmes de mobilités pour les fonctionnaires dont Diego Benhamid a pu bénéficier pour se rendre au Brésil au secrétariat de Citoyenneté et Diversité culturelle, puis à Rio de Janeiro. L'année suivante des référents de *Puntos de Cultura* argentin purent voyager à Rio et à Brasilia.

⁵⁷ C. Turino, *Puntos de Cultura*, op. cit.

⁵⁸ Traduit et publié en espagnol par la maison d'édition RGC co-dirigé par E. Fuentes Firmani.

Le SEGIB et les programmes Ibéro-Américains

Le Secrétariat général Ibéro-américain (SEGIB) est une organisation internationale composée de 19 pays latino-américains, de l'Espagne, du Portugal et de l'Andorre. Il remplit le mandat des Sommets ibéro-américains des chefs d'État et « encourage la coopération ibéro-américaine dans les domaines de l'éducation, de la cohésion sociale et de la culture »⁵⁹. Cette organisation administre plusieurs programmes culturels dont le dernier né⁶⁰ : *IberCultura Viva*, lancé lors du VI Congrès Ibéro-américain de Culture, célébré au Costa Rica en 2015. Le texte de référence des programmes *Iber* est la Carte Culturelle Ibéro-américaine adoptée par le Sommet des Chefs d'États d'Ibéro-Amérique en 2006.

Nous citerons ici un autre acteur multipositionné déjà mentionné à plusieurs reprises travaillant au sein de ce programme : Emiliano Fuentes Firmani. Titulaire d'une *licenciatura* (bac + 5) en « gestion de l'art et de la culture » de l'Université *Tres de Febrero*, son mémoire porte sur le programme *Puntos* en Argentine. Il enseigne et coordonne un projet de « Centre universitaire de Culture et Art » dans cette université. En 2009, il a co-fondé RGC *ediciones* qui publie des travaux sur les politiques culturelles en accès libre. Il est actuellement en doctorat en « études sociales de l'Amérique latine » à l'Université Nationale de Córdoba. Il a sa carte au parti justicialiste depuis de nombreuses années, comme il nous l'a dit en entretien, il est actuellement conseiller du *Frente para la Victoria*⁶¹ auprès de la Commission de la Culture de la Chambre des Députés. Il a travaillé avec Eduardo Balan au sein de l'organisation *Culebrón Timbal* et représentait la *Juventud Universitaria Peronista* au sein du collectif *Pueblo Hace Cultura*. Il a travaillé au secrétariat à la Culture comme coordinateur régional du programme *Café Cultura Nacion* jusqu'en 2010. Il était présent au Forum social de Belém en 2009 pour présenter ce programme. C'est à ce moment-là qu'il entend parler de *Puntos de Cultura* et du programme *Cultura Viva*. À partir de 2010, il travaille avec Diego Benhamid à la création du programme *Puntos de Cultura* en tant que conseiller. Il a vécu plusieurs années au Brésil avec sa compagne qui réalisait un postdoc dans ce pays, ce qui lui a permis de postuler au poste de secrétaire exécutif de l'Unité technique du programme *IberCultura Viva*, poste qu'il occupe encore aujourd'hui.

Nous avons souligné dans la partie précédente que le programme *IberCultura Viva* a financé à travers des bourses de mobilités des organisations communautaires pour qu'elles se rendent au Congrès latino-américain de CVC. Toutefois, alors même que le principe de la co-gestion entre l'État et les organisations sociales est au cœur des revendications du Conseil de CVC et de

⁵⁹ Site du SEGIB, consulté le 07-12-2019 <https://www.segib.org/quienes-somos/>

⁶⁰ Le premier programme *Iber* (*Ibermedia*) a été lancé en 1997 pour favoriser l'émergence d'un espace ibéro-américain pour le cinéma et encourager les coproductions. *Iberescena* a été créé en 2006 pour encourager les échanges, la circulation, le financement et l'intégration d'activité des arts de la scène en Ibéro-amérique. Il existe également des programmes dans le domaine du livre (Centre Régional pour le Soutien du Livre en Amérique latine et dans les Caraïbes, *Centro Regional para el Fomento del Libro en América Latina y el Caribe* (CERLALC), des bibliothèques (*Iberbibliotecas*) et des archives (*Iberarchivo*).

⁶¹ Coalition de centre gauche fondé en 2003 qui a porté les candidatures présidentielles de Nestor Kirchner en 2003, et de Cristina Fernandez de Kirchner en 2007 et 2015. Elle regroupe regroupant le parti justicialiste, le parti communiste et d'autres formations centristes comme le Parti *Intransigente* ou la coalition du *Frente Grande*.

Plataforma Puente de Cultura Viva Comunitaria - les organisations demandaient un siège permanent pour leurs représentants – ce principe n’a pas été inscrit dans le règlement du programme *IberCultura Viva*. À partir de 2015 et d’un changement à la direction de l’organe décisionnaire du programme (le « comité intergouvernemental ») avec la nomination de la Brésilienne Ivana Bentes à la tête du secrétariat d’État à la Citoyenneté et à la Diversité culturelle au comité intergouvernemental, le principe d’un « dialogue intersectoriel avec des représentants de la société civile, des gouvernements locaux, des législateurs et des fonctionnaires »⁶² est acté. En 2015, trois membres de l’organe exécutif du programme *IberCultura Viva* provenaient des mouvements de culture communautaire de leurs pays (Fresia Camacho du Costa Rica, Alexandre Santini du Brésil et César Pineda du Salvador).

Le Parlement du Mercosur (Parlasur)

Créée en décembre 2005, sa séance inaugurale a lieu en 2007 à Montevideo. Ce parlement dont les 90 députés (18 par pays membres du Mercosur) sont élus au suffrage universel direct remplace la Commission parlementaire conjointe du Mercosur, créée en 1994. En novembre 2009, à l’initiative du Brésil, des parlementaires adoptent à l’unanimité un « avant-projet de norme » pour que les parlements des pays du Mercosur mettent en œuvre des projets de lois encadrant les programmes fondés sur celui de *Cultura viva*⁶³. L’une de nos premières hypothèses était que cette injonction à suivre de « bonnes pratiques » [*good practices*] était la principale raison de l’importation du programme en Argentine. Le fait que l’avant-projet de norme n’ait été traité par aucun parlement de la région remettait en doute cette hypothèse, tout comme les acteurs argentins interrogés sur ce point sur le terrain. Ce projet est toutefois un précédent légal très souvent cité par les organisations sociales et montre que les pouvoirs législatifs se sont saisis de la question des cultures communautaires et de leur promotion.

Dans quelles scènes transnationales les membres de ces organisations se rencontrent-ils ?

Les scènes transnationales de rencontre des acteurs institutionnels

Plusieurs scènes transnationales permettent aux mouvements sociaux communautaires et acteurs institutionnels de se retrouver et d’échanger. La rencontre par laquelle tout est arrivé, d’après la majorité des acteurs de la circulation du programme, est le forum social mondial de Belém. D’autres rendez-vous annuels permettent aux pays de l’espace ibéro-américain de se réunir afin de participer à la Charte culturelle ibéro-américaine signée en 2006.

❖ *Les forums sociaux mondiaux*

Dans le cadre du Forum social Mondial de Belém (Brésil), Celio Turino, secrétaire à la Citoyenneté culturelle du ministère brésilien de la Culture, donne une conférence le 31 janvier 2009 présentant *Cultura Viva*, le programme qu’il a créé et qu’il dirige. Cette rencontre été

⁶² Acte de la II Réunion, iberculturaviva.org/wp-content/uploads/2015/12/

⁶³ Document disponible sur <https://www.parlamentomercosur.org/innovaportal/file/7337/1/antproj-02-2009.pdf>

organisée par l'*Articulacion Latinoamericana de Cultura y Política (ALACP)*. Les *Puntos de Cultura* échangent avec des organisations et réseaux de sept pays d'Amérique latine. En septembre, un séminaire est organisé par ALACP « Culture et 'protagonisme' sociale en Amérique latine » pendant lequel des membres d'organisations sociales et des acteurs politiques discutent. À cette occasion, ils rédigent un projet de norme pour que la politique culturelle des *Puntos de Cultura* soit présentée par les parlementaires brésiliens au Parlement du Mercosur. Les réseaux d'organisations communautaires se sont également réunis en 2012 lors d'un autre forum social organisé au Brésil, à Porto Alegre.

❖ *Les Congrès ibéro-américains de culture*

En 2009, le thème du II Congrès Ibéro-américain de Culture de Sao Paulo était « Culture et transformation sociale »⁶⁴. À la fin de la rencontre, les ministères et secrétariats à la culture de 15 pays signèrent la « Déclaration de Sao Paulo » en s'engageant à mettre en œuvre un plan d'action de la *Carta Cultural Iberoamericana* de 2006. À l'initiative du ministre brésilien de la Culture Juca Ferreira, de l'ALACP et de la Commission nationale des *Puntos de Cultura*, un point fut ajouté pour soumettre au Sommet des Chefs d'État le projet de création d'*IberCultura Viva*. En 2011, lors du Congrès Ibéro-Américain de culture célébré à Mar del Plata (Argentine) 21 organisations de culture communautaire (une par pays) furent invitées à participer dans le cadre d'une activité appelée « *Cofralandes*⁶⁵ d'organisations culturelles communautaires ». Alors que le VI Congrès Ibéro-américain de Culture, célébré au Costa Rica en 2015, avait pour thème les « Cultures vives communautaires ». C'est à cette occasion que le programme transnational *IberCulturaViva* fut lancé.

Progressivement le thème de la culture communautaire, et le programme brésilien *Cultura viva* se sont installés dans les débats, les réseaux et les mouvements sociaux culturels alternatifs et populaires latino-américains. Au début des années 2000, cette thématique et ce programme étaient minoritaires et mis en œuvre dans un seul. 15 ans plus tard, il est reconnu par les plus hautes instances culturelles transnationales latino-américaines et adoptées dans les politiques culturelles de plusieurs pays et grandes villes latino-américaines. Dont l'Argentine.

II. Le programme *Puntos* en Argentine : antécédents, éléments importés et innovations

Le programme brésilien *Cultura Viva-Puntos de Cultura* est qualifié de « phare » à la fois par des membres d'associations culturelles communautaires et par des autorités publiques⁶⁶. Les programmes des deux pays font face à des défis similaires, comme les difficultés des organisations communautaires dans la reddition de comptes par exemple, mais trouvent à ce

⁶⁴ Le premier congrès a eu lieu en 2008 à Mexico sur la question du cinéma et de l'audiovisuel.

⁶⁵ Expression tirée d'une chanson de l'artiste chilienne engagée Violeta Parra qui signifie « la terre où tout se passe » ["*La tierra en que todo pasa*"].

⁶⁶ M. E. De la Iglesia, « Un canal de diálogo », *op. cit.*, p. 280. ; D. Benhamid, « Puntos de Cultura », *op. cit.*

problème des réponses différentes⁶⁷. Ces différences s'expliquent notamment par le type de politiques mises en œuvre en Argentine avant la création du programme, ce que nous verrons dans un premier temps. Parmi les éléments importés, on trouve principalement des instruments d'action publique que nous présenterons avant de terminer par les innovations argentines.

a) Les antécédents du programme argentin

Au sein du Secrétariat argentin à la Culture dirigé par le sociologue José Nun, un service nommé « Unité de projets et programmes spéciaux (UPPE en espagnol) » fut créé au sein de la direction du cabinet (*Jefatura de gabinete*). Un groupe de jeunes d'une vingtaine d'années, coordonné par un trentenaire, avaient pour mission « l'élaboration et la gestion de la politique sociale du ministère à destination de la population en situation de vulnérabilité »⁶⁸. Ils étaient chargés de développer des programmes pour l'inclusion sociale (en finançant des organisations sociales), la formation de culture citoyenne et le respect de la diversité culturelle (notamment en finançant des projets pour les communautés indiennes). Diego Benhamid commença par diriger l'un de ces programmes appelés « Programme culturel de Développement communautaire ». Il lança quatre appels à financements consécutifs (fait suffisamment rare en Argentine pour être souligné). Il s'agissait du premier programme de transfert direct de subventions à des organisations de culture communautaire⁶⁹. Diego Benhamid souligne qu'en 2005, il n'avait pas encore eu connaissance du programme brésilien *Cultura viva* pour lui, « un paradigme de politique culturelle s'installait dans le continent, une espèce d'accordage propre de ces temps et constellations »⁷⁰. Après Antoine Vauchez, nous pourrions aussi parler d'emprunts inconscients. Dans le cadre de ce programme, un projet de l'organisation *Culebrón Timbal* fut financé entre 2006 et 2007. Des réunions avec les organisations financées étaient organisées afin de discuter des lignes de financement et du fonctionnement du programme. En 2010, le nouveau secrétaire à la Culture Jorge Coscia créa le Sous-secrétariat aux Politiques socioculturelles, le programme dirigé par Diego changea de nom et ses missions s'étendirent. Le « programme de financement pour le développement socioculturel » pouvait désormais financer directement des organisations sans personnalité juridique⁷¹, une première dans le continent. Diego Benhamid souligne l'importance de ces antécédents dans la création du programme de *Puntos* en Argentine, et pas uniquement le sommet de Belén, les réunions avec le collectif *Pueblo Hace Cultura*, ou encore l'avant-projet de norme du Parlement du Mercosur.

⁶⁷ En Argentine, certains cas de reddition de compte sont devenus des jugements politiques qui ont entaché la réputation d'organisation plus ou moins proche du parti de l'opposition, avec la conséquence de ne pas pouvoir recevoir de financement de la part du programme. De l'aveu même des membres des programmes argentin et brésilien, les conditions de reddition de compte sont parfois ubuesques et eux-mêmes ont du mal à se faire rembourser leurs viatiques.

⁶⁸ 1^{er} Boletín informativo de la UPPE, 2005, p.1, cité par D. Benhamid, « *Puntos de Cultura* », *op. cit.*, p. 32.

⁶⁹ Certaines règles légales devaient toutefois être respectées : les fonds pouvaient être utilisés notamment pour « de l'équipement, de l'infrastructure, du matériel, des honoraires », pas plus de 50% ne pouvait être alloué à des salaires ou viatiques et que l'organisation apporte au moins 25% » (Ley Complementaria permanente de presupuesto 11.672, TO 2005, article 2 et 1 cité par D. Benhamid, « *Puntos de Cultura* », p. 236-237.

⁷⁰ « Cabe destacar que, por el 2005, aún no habíamos conocido el Programa Cultura Viva de Brasil. Sin embargo, un paradigma de política cultural se estaba instalando en el continente, en una suerte de sintonía propia de los tiempos y las constelaciones », D. Benhamid, « *Puntos de Cultura* », *op. cit.* p. 237.

⁷¹ Les organisations ayant une personnalité juridique peuvent avoir les statuts d'associations civiles, de fondations, de coopératives ou de mutuelles.

En 2011, ce programme changea de nouveau de nom et de mode de fonctionnement pour s'appeler *Puntos de Cultura*, une traduction des *Pontos* brésiliens.

b) Les innovations et les points de dissensions avec le programme brésilien

Lors du lancement du programme brésilien *Cultura viva* seules les structures ayant une personnalité juridique depuis au moins trois ans pouvaient candidater pour devenir des *Puntos de Cultura*⁷². Ce n'était pas le cas en Argentine ou avant même la création de *Puntos*, des organisations sans personnalité juridique pouvaient recevoir des subventions. Les projets financés par *Puntos de Cultura* doivent s'inscrire dans des axes du programme, qui ont augmenté au fil des appels à financement [*convocatorias*] pour toucher un plus grand nombre d'organisations. Si les lignes argentines et brésiliennes sont différentes, la composition du réseau des *Puntos* l'est aussi. Certains aspects du programme brésilien n'ont pas été adoptés en Argentine, car les créateurs des programmes n'ont pas les mêmes points de vue sur certains aspects et notamment le pré-requis d'une dimension collective des *Puntos* mais aussi parce que les normes de fonctionnement des appareils publics diffèrent. Ainsi, les imports/exports entre pays ne sont jamais simples.

Des « lignes » de financement et de pensées différentes

Le programme argentin à quatre objectifs principaux : 1) promouvoir l'inclusion sociale ; 2) renforcer les identités locales ; 3) favoriser les espaces de participation citoyenne ; 4) soutenir les productions culturelles de qualité. Il vise à renforcer leurs expériences, sans entrer dans une logique « d'assistance »⁷³ et de dépendance. Les ressources sont transférées vers ces organisations pour les aider dans le financement de projets ponctuels (travaux, équipements, formations). Le second volet du programme vise à mettre en réseau ces organisations, notamment grâce au numérique, en réalisant des vidéos et des cartographies, en plus d'organiser des rencontres.

Il a eu cinq appels organisés plus ou moins périodiquement entre 2012 et 2017 (date du dernier appel). Dans les trois premiers, le programme donnait aussi des ordinateurs et/ou des caméras afin de favoriser la communication. Ce qui est l'un des principaux objectifs du programme brésilien lors de la création, mais qui a dû être abandonné lors de la réduction des budgets publics. Lors des premiers appels, les projets devaient s'inscrire dans l'un des axes suivants : « base », « spécifique »⁷⁴, « intégral », « indigène », « cercles ». La ligne de « base » concerne les associations sans personnalités juridiques. Obtenir ce statut est coûteux et demande une

⁷² Enregistré sur le registre national des personnes juridiques.

⁷³ Maristella Svampa montre que pour compenser les politiques néo-libérales de dérégulation des relations économiques, des programmes sociaux ponctuels, non universels et centrés sur les exclus, ont mis en œuvre afin de développer « l'autonomie » des secteurs populaires à travers des stratégies d'*empowerment*. C'est ce qu'elle appelle « l'assistance-participative ».

⁷⁴ Liés à des thèmes, disciplines, productions ou populations destinataires s'inscrivant dans les axes suivants : culture et l'enfance, d'amélioration de quartier, sur la mémoire et l'histoire locale, des créations collectives, en contexte d'enfermement, socio-environnementaux, carnaval, droits culturels, production (d'artisanats par exemple), de formation, la communication et l'intégration et la cohésion sociale.

expertise (notamment juridique) qui n'est pas à la portée de toutes les organisations communautaires. Les autres critères prennent en compte des structures avec une trajectoire plus ou moins longue⁷⁵. À partir du quatrième appel, le programme s'est ouvert aux questions de la diversité, et notamment sexuelle - comme au Brésil - en remplaçant la ligne « indigène » par celle de la « Culture diverse ». Enfin, le dernier appel de 2017 a ouvert une ligne de « soutien aux projets de réseaux de cultures communautaires » afin de financer des rencontres, espaces de formation, etc. Selon les lignes, les financements étaient plus ou moins élevés. En revanche, dans le programme brésilien il était important que les montants alloués soient les mêmes (2000\$/mois). Selon Celio Turino, il fallait « le groupe de Sao Paulo, ou le groupe de paysans du nord-ouest brésilien »⁷⁶ obtienne les mêmes financements, montrant ainsi qu'ils avaient la même valeur. Pour des membres du programme argentin, l'explication serait plutôt que « c'était plus simple à gérer de donner la même somme d'argent à toutes les associations »⁷⁷. Les membres de *Puntos* considèrent « qu'une organisation qui vient de naître et à une qui a une longue trajectoire » ne doivent pas être financées de la même manière. Autre différence, au Brésil les *Puntos* étaient financés pendant cinq semestres. En Argentine, ce type de fonctionnement n'est pas possible par rapport aux règles de financement public.

La coupe budgétaire de 70% du budget de *Puntos* au moment de la sélection finale du 5^e appel à projets ne permit de financer qu'une seule organisation par province⁷⁸. Depuis lors, *Puntos* n'a plus de ligne budgétaire, plus de subventions à distribuer, ni de frais de fonctionnement pour animer le réseau d'organisations. D'autres instruments du programme brésilien n'ont pas pu être mis en œuvre en Argentine en raison de l'austérité budgétaire. Par exemple, un numéro vert gratuit permettait aux populations indiennes n'ayant pas d'accès à Internet de monter des dossiers pour répondre aux appels d'offres. Ce point fut discuté entre les membres de l'équipe, au moment du *débriefing* d'une réunion entre eux, Célio Turino et les autorités du ministère de la Culture. C'est le moment où les différences et les dissensions nous sont apparues le plus clairement. Au moment de l'évocation de ce numéro vert en Argentine, l'un des membres du programme répondit sèchement à un autre : « *comment veux-tu qu'on mette en place un 0800 s'ils foutent tous les jours des gens dehors ?* »⁷⁹. Il faisait référence aux nombreux licenciements dans les ministères.

⁷⁵ Par exemple la ligne « intégrale » vise les organisations avec une personnalité juridique, un espace physique propre, plus de temps d'existence. La ligne « base » concerne des organisations sans espaces physiques, mais qui doivent avoir comme garants d'activité deux institutions. La ligne « cercle » concerne les grands centres culturels avec au moins 5 ans d'existence

⁷⁶ « *Era muy importante que fuera el mismo valor para todos, ya sea para un grupo de Sao Pablo o un grupo de campesinos del nordeste de Brasil* », C. Turino: "Lo central es crear una cultura viva, porque la cultura también se burocratiza", 30-11-2016, Telam.

⁷⁷ Extrait d'une conversation des membres de l'équipe lors d'une observation réalisée le 15-06-2017 suite à une réunion entre Celio et les membres de l'équipe.

⁷⁸ En 2017, le budget de *Puntos* était de 10 millions de pesos [soit 600 000 dollars de 2017]. 70% étaient destinés aux subventions allouées lors de l'appel à projets et 30% au fonctionnement du programme : organisations de réunions provinciales, régionales et nationales entre autres actions d'animation du réseau. Le 7 juillet 2017, la directrice nationale a annoncé que le budget passait de 600 000 \$ à 180 000 \$. Nous avons pu comment les critères de sélection des projets devenaient de plus en plus drastiques afin de répartir les 354 projets soumis après l'annonce de la coupe budgétaire.

⁷⁹ Observation réalisée le 15-06-2017 à Buenos Aires.

Toutefois, le plus grand point de désaccord portait sur le processus d'auto-déclaration comme *Punto* ou plutôt de la dimension individuelle et non plus collective des projets de culture communautaire. La dimension collective et l'ancrage territorial du programme sont des éléments centraux pour les agent.e.s argentins, c'est pourquoi ils et elles ne conçoivent pas que des personnes physiques puissent avoir le statut de *Puntos*.

❖ *Auto-déclaration comme Punto : un point de dissension*

En 2006, il y avait 400 *Pontos au Brésil*. Suite à des accords avec les gouvernements des états fédérés, ils passèrent de 700 à 3000. Dans le « plan national de la culture », l'objectif était d'arriver à 15 000 *Pontos* en 2020. Pour atteindre cet objectif, Ivana Bentes, enseignante et activiste nommée à la tête du Secrétariat à la Citoyenneté et la Diversité culturelle en 2015, changea de stratégie pour augmenter significativement et rapidement le nombre de *Pontos*. La procédure fut simplifiée grâce à une plateforme digitale (plateforme réseaux *cultura viva*) qui permit de « s'auto-déclarer » comme *Ponto*. En 2016, « une commission composée de représentant.e.s du gouvernement et de la société civile » certifia 100 *Pontos à la suite de cette procédure*. Ce processus fut interrompu par la destitution de Dilma Rousseff. Lors de la réunion déjà citée entre Célio Turnio, les membres de *Puntos* et des autorités du ministre de la Culture, le créateur du programme brésilien expliqua être favorable à la possibilité qu'une personne physique, et donc pas une organisation communautaire, se déclare individuellement comme un point de culture. Il proposait l'éventualité de créer une ligne de financement uniquement pour les individus. Ce fut le point qui provoqua la plus de réactions au sein de l'équipe lors du débriefing et notamment le fait « qu'il parle beaucoup plus de l'individu et la personne et pas du collectif, de la puissance du collectif »⁸⁰. Cette dimension collective est centrale pour les membres de l'équipe comme le montre le projet d'école qu'ils portaient.

❖ *L'école de culture communautaire : une innovation argentine*

« *Expériences entrelacées* »⁸¹ est l'une des actions du programme. Qualifié comme un « espace d'échanges de savoirs horizontaux » elle a pour but de faire circuler les connaissances que les *Puntos* ont acquis. Concrètement quand un *Puntos* demande une formation ou un atelier, le programme prend en charge les frais de déplacement⁸² des intervenants et l'organisation qui le reçoit prend en charge ses frais de logement. Ce programme propose trente formations différentes. Sur la base de cette action, le projet de création d'une école de culture communautaire fut lancé en 2017.

Le projet d'École consiste à proposer des formations et des espaces d'échanges d'expériences mettant en avant les savoirs des *Puntos*. Un partenariat a été signé avec la Direction nationale de la Formation culturelle (du ministère de la Culture) et le Direction de l'Innovation culturelle.

⁸⁰ Extrait du journal de terrain, 15-06-2017.

⁸¹ *Entrelazando experiencias*

⁸² Avec les baisses des budgets publics les conditions de remboursements devinrent ubuesques : seuls les trajets entre provinces étaient remboursés, plusieurs mois pouvaient se passer entre le remboursement de l'aller et du retour.

La culture communautaire a été ajoutée à l'offre de formation en « management culturel public ». Ainsi deux modules ont été ajoutés au programme de cours « Culture et Art pour la Transformation sociale » et « Réseau et participation citoyenne ». Ces modules ont été animés par des *Puntos* dans des *Puntos* et des centres culturels disséminés dans tout le pays appelé *Casas del Bicentenario* [Maisons du Bicentenaire]. Des *Puntos* sont également formateurs au sein du programme pour la « formation des gestionnaires [*promotores*] culturels communautaires ». Mais nous avons pu voir, en assistant à l'une de ces formations à Buenos Aires, que les référents des *Puntos* étaient marginalisés par les participants plus institutionnels (membres des services culturels de gouvernements locaux par exemple). La suppression de la ligne budgétaire du programme a entraîné la suspension de nombreux projets, dont celui-ci.

Les éléments du programme *Puntos* qui ont mis le plus de temps à être mis en œuvre sont les éléments importés du programme brésilien.

b) Les difficiles imports d'instruments

Nous reprenons ici la définition désormais canonique de P. Lascoumes et P. Le Galès⁸³. Différents instruments ont été importés du programme *Cultura Viva*, certains ont mis plusieurs années à être mis en place alors que d'autres l'ont été dès la création du programme.

❖ *Le Registre National des Puntos de Cultura*

Créé dès 2012, cet instrument permet de recenser toutes les organisations ayant sollicité un financement tout au long de l'année. En 2018, il comptait 6000 organisations, chiffre qui a très peu évolué en 2019 étant donné qu'il n'y a plus eu d'appels à financement. Le registre permet au programme d'après une idée du nombre d'organisations de culture communautaires qui existent sur le territoire et qui ont entendu parler du programme.

❖ *Le réseau national des Puntos de Cultura*

*« Una vez Punto de Cultura, siempre Punto de Cultura »⁸⁴.
Célio Turino*

Selon Célio Turino, « un point isolé perd de sa force transformatrice »⁸⁵. C'est pourquoi l'un des aspects centraux du programme est de permettre leur mise en lien et en réseau grâce aux rencontres régionales et nationales. Le réseau argentin compte aujourd'hui 700 organisations membres.

Toutefois, les activités permettant de faire vivre ce réseau ne peuvent être organisées sans budget puisque le programme prenait en charge le financement d'une partie⁸⁶ des trajets des

⁸³ P. Lascoumes, P. Le Galès « Introduction », dans P. Lascoumes, P. Le Galès (dir.), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 28

⁸⁴ « Une fois *Punto de Cultura*, toujours *Punto de Cultura* ». Cité par D. Benhamid, p. 245

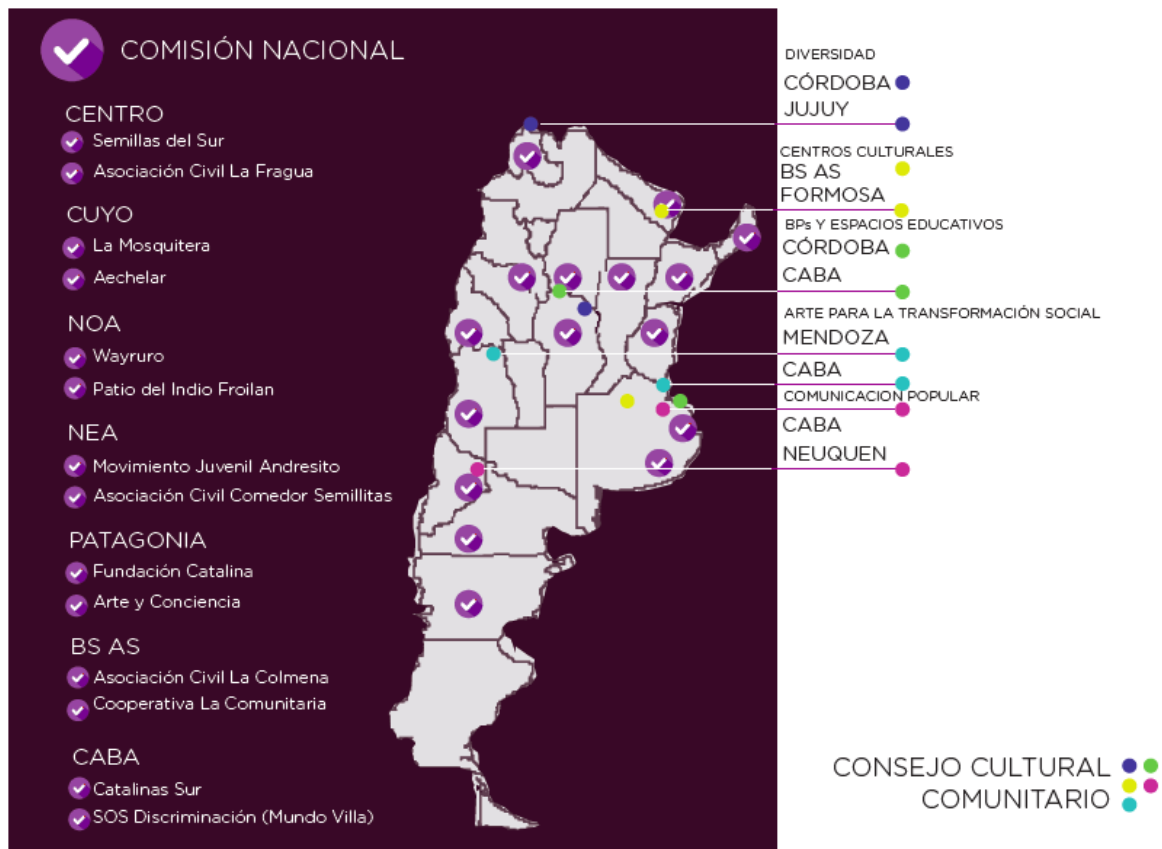
⁸⁵ Cité par D. Benhamid, « *Puntos* », *op. cit.* p. 245.

⁸⁶ À partir de l'élection du gouvernement Macri en 2015, les critères d'éligibilité des dépenses pouvant être financées se sont progressivement durcis.

membres. Lors de ces rencontres, des tables rondes, des conférences, des ateliers de formations et des représentations culturelles sont organisés. Suite à la coupe budgétaire de plus de 70% du budget du programme en 2017, plusieurs rencontres régionales prévues furent annulées. Une rencontre régionale a pu être organisée en 2019 grâce à un financement du programme *IberCultura Viva*, hébergé dans les locaux de l'équipe, et pour lequel l'une des membres de l'équipe a été détachée au programme.

❖ *La Commission nationale des Puntos de Cultura (CNP)*

Créée en 2017, la Commission nationale des *Puntos* est une instance permettant de « co-gérer cette politique de manière participative avec le Ministère »⁸⁷. C'est l'espace de représentations des *Puntos* au niveau régional. La Commission se compose de deux membres de l'équipe de *Puntos* et de représentant.e.s élu.e.s des organisations (chaque province élit un représentant et chacune des 7 régions élit deux représentant.e.s⁸⁸).



❖ *Le Conseil Culturel Communautaires (CCC)*

Le conseil a été créé en 2017, alors qu'elle était prévue dès la création du programme en 2011⁸⁹. Diego Benhamid affirme qu'il n'a pas été créé avant « par manque de volonté politique ou parce

⁸⁷ D. Benhamid, *Puntos de Cultura*, op. cit. p. 245.

⁸⁸ Au moment de l'observation, deux postes étaient vacants (Tierra del Fuego et la Pampa). En Patagonie, seules 3 organisations avaient demandé un financement quand il y en avait plus de 90 pour Buenos Aires.

⁸⁹ Res. S.C n°2461.11.

que nous n'avons pas su créer les conditions pour le rendre possible »⁹⁰. Cette assemblée vise à réunir les autorités publiques et les organisations communautaires afin de penser et « co-construire » les politiques culturelles communautaires. Lors de sa création son objectif était de rédiger un « Plan national de Culture communautaire pour la période 2018-2028 », afin de renforcer et développer la culture communautaire ».

Le Conseil regroupe les 14 membres de la Commission et 10 représentants des réseaux issus de cinq grands thèmes thématiques ayant émergé lors de la 3^e Rencontre nationale des *Puntos* (la diversité, les centres culturels, l'art pour la transformation sociale, la communication populaire et les espaces éducatifs) on retrouve : le *Movimiento de Cultura Viva Comunitaria*, FARCO, le réseau de théâtre communautaire, le réseau *Arte y Transformación social*⁹¹, le réseau *FOCOS*.

La création de ce Conseil a, selon Diego Benhamid, permis à l'Argentine d'être considérée, comme une référence de développement de politique de culture communautaire, ce qui lui a permis d'être élue pour exercer la présidence du Programme *IberCultura Viva* de 2017-2020⁹². Il cite comme deuxième succès du conseil la participation de *Puntos* provincial à des réunions avec les autorités culturelles des provinces, mais aussi l'organisation de tables rondes autogérées dans des provinces. Des membres du Conseil ont également participé à la rédaction de l'appel à projets. Des groupes de travail permanent ont été créés sur les thèmes « politiques publiques et législation », qui ont notamment pour mission d'analyser les lois des *Puntos de Cultura*, à Medellín, au Brésil et au Pérou, mais aussi le projet de loi proposé par *Pueblo Hace Cultura*. Le second groupe de travail s'intéresse aux formations et le dernier à la communication en travaillant au registre de toutes les activités et ressources des *Puntos*. L'un représentant des *Puntos* faisait partie du comité d'évaluation qui était chargé de sélectionner les projets retenus. Nous avons pu assister à une partie de la réunion⁹³ du comité d'évaluation et voir que le représentant des *Puntos* était, de loin, le membre extérieur au programme ayant lu avec le plus d'attention les projets proposés. Enfin les membres du Conseil ont participé à l'organisation de plusieurs forums régionaux⁹⁴.

❖ *Les forums de discussions et de rencontres des Puntos*

Il y a eu à ce jour trois Rencontres nationales des *Puntos*. Ces forums proposent plusieurs formats de discussions : des tables rondes sur le modèle de colloque portant sur des axes de la culture communautaires (« décolonisation et dé-patriarcalisation » « identités et savoir

⁹⁰ D. Benhamid, *Puntos de Cultura*, op. cit. p. 249.

⁹¹ Ce réseau regroupe 24 organisations argentines, brésiliennes, chiliennes, péruviennes et boliviennes « qui mettent en œuvre des pratiques artistiques pour la promotion de l'équité, l'exercice d'une citoyenneté effective, l'intégration sociale, la promotion des droits humains et de l'inter-culturalité ». Site Circuito Cultural Barracas, <https://ccbarracas.com.ar/curriculum-institucional/>

⁹² Même si dans le débriefing de la réunion nous avons pu entendre que le responsable du programme argentin n'avait pas fait une campagne agressive bien au contraire. L'enjeu de la réunion était plutôt que le Brésil n'étende plus longtemps la durée de sa présidence tournante au profit d'un changement du calendrier pour adopter une année commençant en janvier et plus en septembre.

⁹³ Observation réalisée le 15-06-2017 à Buenos Aires.

⁹⁴ Celui des centres culturels indépendants et auto-gérés, celui de Communication communautaire, et celui d'Expression du Carnaval

communautaires »), des formations (utilisation de logiciel libre) et des ateliers (juridiques, audiovisuels) donnés par des *Puntos*. Enfin des spectacles, expositions et représentations culturelles sont également proposées par les organisations intervenantes. Trois rencontres nationales ont été organisées depuis la création du programme. En 2011, avec les 98 membres du réseau. Deux ans plus tard, en 2013, juste avant le troisième appel à projets qui a accueilli 139 nouveaux *Puntos*. Contrairement à la fréquence bisannuelle qui était prévue, la troisième et dernière rencontre nationale a eu lieu en 2016, après le quatrième appel à projets, et a servi d'intronisation à 228 nouveaux *Puntos* et 205 qui n'avait pas encore été présenté faute de rencontre nationale. Cette dernière Rencontre, a également été l'occasion d'organiser la « Première Rencontre des Réseaux Ibéro-Américains de *Cultura Viva* » organisé par le programme transnational *IberCultura Viva* et notamment par son secrétaire exécutif, l'Argentin Emiliano Fuentes Firmani, revenu en Argentine au profit de la présidence tournante du programme confié à Buenos Aires.

Les rencontres régionales fonctionnent sur le même modèle. Trois ont été organisés en 2017 : dans les régions de Cuyo, du Centre, et du Nord-Est argentin. Des organisations qui n'avaient pas été sélectionnées comme *Puntos* ont également été invitées afin de connaître le programme et ses membres. Les *Puntos* élus à la Commission nationale, participe de l'organisation de ces rencontres.

Conclusion

« La politique [politicienne] ne te permet pas de construire une politique sur le long terme » disait l'un des membres de *Puntos* lors du déjeuner que nous prenions collectivement dans le bureau. L'élection d'anciens syndicalistes, de femmes et d'Indiens issus de partis de gauche progressistes à la tête des principaux États du Cône sud a permis le développement de politiques et de programmes à destination des populations marginalisées et a permis la prise en compte de mouvements sociaux issus de ces populations dans la fabrication de l'action culturelle publique. Toutefois, ces mouvements peinent à consolider leur place auprès des acteurs publics, eux-mêmes fréquemment limogés lors de changement de gouvernements. Bien que l'on puisse saluer la longévité exceptionnelle de Diego Benhamid à la tête du programme depuis 2011, et ce malgré les alternances et les coupes budgétaires, le programme est réduit à sa plus minime expression depuis 2017, et n'a pu mener quelques actions que grâce aux financements transnationaux du programme *IberCultura Viva* à la tête duquel se trouve l'un des autres grands acteurs de la circulation du programme, Emiliano Fuentes Firmani. Au Brésil, malgré l'existence d'une loi de *Cultura Viva*, les *Pontos* ont vu leurs financements se tarir progressivement suite à la destitution de Dilma Rousseff. Le programme phare brésilien est bien mal en point, il continue toutefois à faire référence auprès des organisations de culture communautaires qui, malgré les crises économiques et les cures d'austérités du FMI, continuent à se mobiliser pour que ce programme et ses instruments circulent et soient adoptés dans tous les pays latino-américains. Pour preuve, un nouveau projet de loi de soutien à la culture communautaire a été déposé par des organisations communautaires argentines au Congrès en mai 2019.